

L'AMI DE LA RELIGION DE LA PATRIE.

JOURNAL ECCLESIASTIQUE, POLITIQUE, LITTÉRAIRE, ET DE L'INSTRUCTION POPULAIRE.

12^e.-6a. par ANNEE.

“Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas.”

par ANNEE. 12s.-6a.

BUREAU DE REDACTION, }
Rue Ste. Famille, No. 14. }

Québec, LUNDI, 15 Janvier 1849.

BUREAU DE REDACTION,
Rue Ste. Famille, No. 14

EXTRAITS des derniers journaux français,

PAR L'EUROPA.

Ce qu'est la Presse.

Nous trouvons dans l'*Opinion publique* un article très-remarquable de M. de Lourdeux sur la situation des partis en France.

Après avoir examiné les travaux de l'Assemblée nationale, il passe en revue le *journalisme*.

“ Dans la *Presse*, dit-il, même absence d'exposition et de discussion. Les journaux des divers partis républicains n'ont essayé d'approfondir aucune question : les uns ont battu en brèche l'édifice social, les autres l'ont défendu ; ils ont fait des appels au nombre et à la force, et non à la raison et à la justice, ils ont exprimé des volontés absolues, et non des convictions réfléchies. Cherchez dans les feuilles démocratiques et socialistes comment elles entendent réaliser cette égalité de bien-être qu'elles réclament sous peine de mort pour la bourgeoisie ; vous n'y trouvez rien de pareil.

“ Demandez-leur ce que seraient, dans leurs systèmes, la famille, la commune, la cité ; quelles garanties elles réservent à la liberté, civile, politique et religieuse ; quelle part elles font aux artistes, aux savants, aux hommes de pensée qui doivent être aussi des hommes de loisirs. Demandez-leur comment la civilisation pourrait se développer et fleurir dans une société où le travail matériel serait tout, où la vie intellectuelle et morale ne serait plus rien ; elles vous répondront par des imprécations et des menaces contre les riches, par des passions effervescentes, tout au plus par des actes de foi dans un avenir chargé de brouillards ; mais vous n'obtiendrez d'elles rien qui s'adresse à la raison ; et quand elles vont au fond des questions sociales, c'est avec des sophismes tranchants comme la hache et le glaive ; elles ne creusent que pour saper les fondements de l'ordre moral, et encore elles s'en prennent moins aux principes qu'aux hommes ; elles attaquent les propriétaires plus que la propriété, les monarchistes plus que la monarchie. En un mot, leurs efforts tendent plutôt à déterminer des actions violentes dans leur parti qu'à faire naître des convictions raisonnées dans la société.

“ Ce travail de la presse anti-sociale oblige la presse sociale à passer aussi de la discussion à l'action. Les écrivains conservateurs s'occupent plutôt de défendre les actes du pouvoir que de défendre les bases de l'ordre. Ils ne cherchent plus ce qu'il faut dire, mais ce qu'il faut faire. “ Ainsi, des volontés en présence des passions aux prises, des positions attaquées et défendues, l'agitation et l'action partout, la discussion nulle part. C'est là un état tout nouveau dans cette France si éclairée, si intelligente, si confiante naguère dans la force de la raison et de la vérité, si fière du progrès de ses lumières. Cet état ne peut être que transitoire : c'est une crise trop violente pour être durable, mais qui ne peut être sans résultat pour le progrès de la société.”

ra l'humanité tout entière, ait été réalisé par lui.”

La France est-elle républicaine ?

La *Réforme* s'indigne beaucoup de ce qu'un ministre avait dit : *Vous voyez bien que la France n'est pas républicaine* ; et elle prend texte de cette déclaration pour démontrer au contraire que la France est républicaine.

Nous demanderons à la *Réforme* de vouloir bien nous dire si la France est républicaine de la veille ou du lendemain ?

De la veille, ce n'est guère probable, car si elle a laissé faire la révolution de février par les 12 ou 1,500 lecteurs de la *Réforme*, elle ne l'a point faite.

Elle n'est pas non plus, à ce qu'il paraît, et de l'aveu même de la *Réforme*, républicaine du lendemain.

Elle ne l'est pas non plus de naissance.

De quand l'est-elle donc ?

Elle n'a pas appelé, invoqué la république ; elle ne l'a pas même point soutenue ; elle la subit.

Cette joie universelle après février, dont parle la *Réforme*, nous ne l'avons rencontrée nulle part ; partout, au contraire, la crainte, l'inquiétude et le doute.

La France a du bon sens, elle n'a pas peur de la république à cause ; elle a eu peur des républicains. Elle aurait accepté la république, si la république n'était pas venue avec les démocrates, les montagnards, les socialistes, les révolutionnaires, tous hommes que le pays repousse.

Aujourd'hui, la France voit ce qu'est la république de ces gens-là ; à l'œuvre on reconnaît l'ouvrier.

Que la *Réforme* cesse donc de s'étonner, de s'indigner, et de s'écrier que *l'impôt des 45 centimes, qui devait être le gage des fiançailles de la France avec la république, a tué la république*.

Comme la monarchie de Louis-Philippe, la république confiée à la garde de ces gens-là, ne finirait point par un assassinat, mais par un suicide. Si les principes faux ne renfermaient pas leur ruine en eux-mêmes, comment l'humanité se débarrasserait-elle du mal ?

Le *National* se faisait écrire, il y a quelques jours, que le Pape, chassé de Rome par un membre de la famille Bonaparte, refusait de venir en France, craignant l'élection du prince Louis-Napoléon.

Aussitôt les chercheurs se sont mis en campagne pour trouver des témoignages de la foi du petit père Marrast ; ils ont si bien fait, si bien cherché qu'ils ont découvert une lettre, une simple lettre, à propos d'un batpême, dans laquelle l'illustre rédacteur du *National* se signe par Danton, Camille Desmoulins, et le grand Robespierre ! Voilà donc la véritable religion du *National*, la croyance des hommes qui prétendent nous gouverner ! Donnons le passage que cite le *Journal de Chartres*, car on ne nous croirait peut-être pas sur parole :

“ 6 mars 1844.

“ Je serais très-volontiers le parrain de votre enfant ; mais vous savez qu'en fait de croyance, je ne puis garantir quoi que

parfaitement la France et les Français, a bien pu réfléchir sérieusement, et changer de détermination au moment de s'embarquer. Et certes, il est peu probable que M. Louis-Napoléon lui ait inspiré autant de craintes que les républicains de la veille, qui jurent par Danton et par Robespierre !

(*Journal des Villes et Campagnes.*)

Prusse.

Le grand tort de nos journaux démocrates, c'est de ne donner sur nos voisins que des nouvelles très-fausces et très-inexactes. Est-ce ignorance ou mauvaise foi ? Qu'importe. Toujours est-il que l'opinion publique est constamment égarée sur le véritable esprit national des autres peuples de l'Europe. Ainsi, immédiatement après février, le bruit courut d'une république en Belgique ; les hommes sérieux ne firent que rire de la naïveté des démocrates qui propageaient de bonne foi ces ridicules nouvelles. Plus tard, on fit semblant de croire à la possibilité d'une république fédérative allemande ; c'était méconnaître entièrement l'esprit public en Allemagne, et surtout en Prusse. Jamais pays n'a été mieux préparé par ses mœurs, par ses lois, par ses croyances et par ses doctrines philosophiques pour vivre en monarchie constitutionnelle. Les partis extrêmes s'agitent tant qu'ils vont, il faudra toujours, que, tôt ou tard, la Prusse passe par cette forme politique que les philosophes allemands eux-mêmes ont en quelque sorte élaborée.

Voilà pourquoi la constitution octroyée a été reçue avec enthousiasme par les hommes modérés de tous les partis. Sans doute, les uns auraient voulu qu'elle fût un contrat synallagmatique discuté et débattu entre le prince et le peuple ; les autres, au contraire, demandaient que le peuple, c'est-à-dire les représentants, discutassent seuls la constitution et l'imposassent au roi. Chacun de ces partis présentait de graves dangers.

La Prusse comme la France, comme toutes les nations modernes est travaillée, minée par le socialisme ; les doctrines démocratiques et révolutionnaires y font de très-grands progrès. Il importe donc essentiellement de conserver ou d'introduire dans le domaine politique, l'idée de Dieu, l'idée de lois morales supérieures à l'homme, l'idée d'une autorité qui ordonne l'obéissance et commande le respect. Cette idée, c'est celle qu'apporte avec lui un roi par la grâce de Dieu. La nouvelle constitution de Prusse avait été, soit débattue, soit imposée ; le roi devait nécessairement effacer son plus beau titre, et renverser la dernière barrière que le principe d'autorité puisse opposer au principe révolutionnaire.

La constitution de Prusse a donc été octroyée par ce qu'elle devait l'être, parce qu'elle ne pouvait pas ne pas l'être.

Mais dans la vie des nations, il arrive un moment où le peuple assez éclairé et assez moral peut concourir à l'administration de ses propres affaires. Quand ce moment arrive, les monarchies cessent d'être paternelles ou absolues pour devenir constitutionnelles, et alors la nation, dans l'exercice de sa dignité, de sa liberté et de

On le voit, rien que de très-naturel, de très-légitime dans ce qui se passe en Prusse ; mais nos démocrates de Paris, esprits forts s'il en fut jamais, grands raisonneurs de carrefours, sourient de pitié et haussent les épaules, quand ils entendent parler de roi par la grâce de Dieu ; eux, les républicains par la grâce du hasard, le nom de Dieu leur fait horreur comme ils font eux-mêmes horreur à la France avec le mot républicain ! Quant à nous, nous avons moins peur des mots que des sots ? la république ne nous effraye pas, ce sont les républicains qui nous dégoûtent !

Le dernier mot des socialistes.

A côté du mouvement général des esprits tendant au rétablissement des principes et de l'ordre si cruellement ébranlés depuis huit mois, il s'est fait simultanément à Paris, ces jours derniers, dans les clubs, un mouvement socialiste diamétralement opposé aux principes conservateurs, mais qui n'en mérite pas moins d'être constaté. C'est pour ainsi dire le dernier mot, le vœu de l'école socialiste, sous l'inspiration de ses grands-maîtres et de ses grands-prêtres Proudhon, Raspail et Pierre Leroux.

Ce dernier mot s'est dit, ce va-tout des socialistes s'est joué, dans les clubs, à propos des élections de la présidence, et en haine de la république démocratique. M. Madier de Montjau y a tout simplement exterminé M. Ledru-Rollin au profit de M. Raspail, lequel, hélas ! ne profitera pas de ce beau dévouement de M. Madier de Montjau. Quoi qu'il en soit, le dernier mot des socialistes est celui-ci :

“ Nous ne voulons pas de la présidence, nous ne voulons pas d'un président, quel qu'il soit. Ledru-Rollin ou Raspail, Raspail ou Ledru-Rollin, peu nous importe !

“ Ne nous unissons-nous pas après le scrutin pour une autre bataille ? ” Ceci est le vœu de l'école. L'honneur en revient encore à M. Madier de Montjau, qui a jeté ces paroles comme une déclaration de guerre au suffrage universel, comme une bombe incendiaire dans le camp du *National*.

Si dans tout ceci il n'y avait de compromis que M. Marrast et la dynastie du *National*, avec M. Ledru-Rollin, nous trouverions le tour socialiste assez bien joué, car chacun n'aurait que ce qu'il mérite ; mais les socialistes proclament en même temps qu'ils veulent ressaisir les conséquences de subversion et de démolition qu'on s'était promises de la révolution de février. Il y a donc là une menace directe aux amis de l'ordre, à tous les honnêtes gens ; c'est bien différent. La chose vaut la peine qu'on y songe.

Au banquet de la barrière du Montparnasse, car un banquet c'est encore un club, tous les toasts socialistes peuvent se résumer à ces paroles non moins explicites que celles de M. Madier de Montjau : “ Il faut faire le coup de feu pour écraser les bourgeois et rendre au peuple sa souveraineté. ” Gracieux souverain !

Au club d'Arcole, le citoyen président a pris dans son discours des formes plus agréables :

“ Il est évident, a-t-il dit, que de gra-

tor socialiste, un grand tumulte se fait entendre dans un coin de la salle. Il y avait là un grand nombre de détenus politiques de toutes dates, de toutes couleurs, de toute école ; tous frères et amis.

Cependant, comme les héros du 24 février s'attribuaient à eux seuls la gloire d'avoir fondé la république, les autres héros de 1832, de Transnonain, de Saint-Méry, etc., ont protesté ; on s'est pris quelque peu aux cheveux ; mais on a fini par s'embrasser ; car on a compris le besoin de s'unir pour le branle-bas général, que tous ces honnêtes gens désirent prochain et sans miséricorde.

Telle est la situation morale des socialistes et de leurs clubs et de leurs banquets.

Le *Spectateur du Midi* contient les lignes suivantes datées de Florence le 5 décembre :

“ Je puis vous annoncer comme officiellement la nouvelle suivante : Une ligne vient d'être conclue entre la France, le Piémont et Naples. Et d'un autre côté, la Russie, la Prusse et l'Autriche viennent de conclure une ligne offensive et défensive. Voilà la fin de la sainte alliance ; reste à savoir de quel côté penchera l'Angleterre.

“ Les Siciliens ont refusé l'*ultimatum* anglo-français, et on assure qu'un mouvement réactionnaire a éclaté en Sicile, mais ceci mérite confirmation.

“ L'ambassadeur d'Angleterre a remis hier une note au ministère toscane, pour déclarer qu'elle ne permettra pas que le statut constitutionnel soit violé en Toscane, et que si cela arrive, l'escadre anglaise bloquera le port de Livourne. Nos pauvres ministres déconcertés par les événements de Rome, par cette menace de l'Angleterre, sont désorientés et confus. Ils seront forcés de se retirer au premier jour.”

Chronique religieuse.

Une société nouvelle vient de se former dans l'intérêt de nos missions catholiques, et nous lui souhaitons réussite et grands développements. Rien n'est plus noble que son but, plus simple que ses moyens et sa constitution. Un vaisseau est équipé par souscription pour faire la pêche de la morue, et les bénéfices tourneront au profit de l'Eglise. Sur trois années que dure chaque expédition, une seule est activement employée à la pêche, les deux autres pourront être consacrées à la visite des différentes îles de l'Océanie, au transport et à la protection des missionnaires. Pour louer et recommander cette œuvre, il suffit de citer les brefs adressés par le Souverain-Pontife et par la Propagande à M. G. Radou, qui a pris l'initiative de l'entreprise, et qui conduira lui-même la première expédition. Un autre bref, en date du 18 mai dernier, autorise M. Radou à donner à son vaisseau le nom de *Pie IX* ; pouvait-il avoir un plus glorieux et plus heureux patronage ?

La société polynésienne est constituée, et les catholiques qui voudront en devenir actionnaires pourront prendre connaissance de ses statuts au siège de la société, rue Geoffroy-Marie, 16, à Paris ; M. Radou en est le gérant. Le comité de surveillance se compose de MM. le vice-amiral Cécile, de Custine, l'abbé de Cazalès, l'abbé Maret, le docteur Lefèvre, et Higuault, avocat.